

Intervention du syndicat Cfdt Protection Sociale Bretagne CSF, le 5 décembre 2018.

Notre champ fédéral, n'est pas à cours d'actualité peu réjouissante voire très alarmante sur les questions d'effectifs : suppression de près de 2000 emplois à l'AFPA, 800 à Pole Emploi sur 2019, 300 au Ministère du Travail, près de 10 000 à la Sécu d'ici 2022, 250 en Mission Locale, 3 000 menacés à l'AGIRC-ARRCO, dans le secteur mutualité les suppressions d'emplois se développent également fortement avec le déploiement de PSE.

Les causes à l'origine de ces suppressions sont multiples :

- Qu'il s'agisse des réformes menées à marche forcée
- Des coupes budgétaires
- De la fermeture du service public de proximité
- Des mutations économiques avec des champs de plus en plus soumis au concurrentiel
- De la transition numérique mal maîtrisée, mal accompagnée et qui sert de mauvais alibi à des suppressions d'emplois massives.

Mais quel qu'en soit les causes, les conséquences pour les salariés et le public que nous recevons sont toujours les mêmes :

- Dégradation des conditions de travail,
- Perte du sens de nos métiers
- Dégradation du service rendu aux usagers.

Autre sujet : la réforme de la santé au travail. Nous sommes, comme notre Fédération, opposés à certaines recommandations émises par le rapport LECOCCQ, notamment sur les missions exercées par les préventeurs CARSAT qui préconisent la séparation des missions de prévention et de contrôle.

Notre Fédération doit travailler et peser auprès de la Confédération sur toutes les réformes impactant nos champs professionnels. En effet, en tant qu'acteur nous avons l'expertise technique sur des dossiers tels que l'assurance chômage ou retraite.

La protection sociale comme l'accompagnement dans la formation, l'emploi et l'insertion a besoin d'un bouclier pour répondre à des attaques connues de longue date :

Qu'elles proviennent des libéraux et du patronat, des partis politiques au pouvoir, de puissantes sociétés ou d'économistes qui à longueur de tribune et de chronique politico-éco nous expliquent que la protection construite par plus de 80 ans de paritarisme est obsolète et coûteuse.

Mais à force de ces attaques qui trop souvent restent sans riposte, certaines contre-vérités finissent par s'ancrer si durablement dans l'inconscient collectif qu'on voit émerger ce qui nous inquiète finalement le plus : des remises en causes qui proviennent maintenant des citoyens, dont le consentement à l'impôt est de plus en plus compliqué à obtenir.

Pourtant, ces mêmes citoyens, dont beaucoup sont actuellement en gilets jaunes, demandent plus de protection sociale, plus de services publics, plus d'humains et de proximité.

Mais :

- Qui leur dit que les fermetures de CAF, CPAM, Caisses de sécurité sociale ou encore d'agences Pôle Emploi et de permanences de structures d'insertion sont dues à des trajectoires budgétaires votées par des députés qu'ils ont élus ?
- Qui leur dit que les difficultés à avoir sa mutuelle ou son organisme de prévoyance sont dus à de multiple fusion voulue par les pouvoirs publics pour réduire les coûts quitte à ne pas avoir le service voulu ?
- Qui leur dit encore que ce ne sont pas des charges qui sont sur les fiches de paie mais bien des cotisations pour des services sociaux dont au final, ils ne peuvent pas se passer ?

A ces questions, nous sommes tentés de dire pas grand monde ! Il faut donc que nous allions à la reconquête des citoyens en rappelant pourquoi et comment le système fonctionne, en revenant à la base c'est-à-dire plus qu'un service, c'est bien le mieux vivre qui est financé.

La CFDT et plus encore la PSTE, doit porter ces messages avec force et conviction... Nous demandons à notre fédération et à la Confédération de se saisir de l'occasion pour lancer une campagne nationale visant à remettre dans les esprits que la protection sociale est un bien commun et que si son fonctionnement n'est pas toujours satisfaisant, c'est parce qu'elle est attaquée

de toute part et que la mobilisation des citoyens est plus que nécessaire pour la sauver.

Pour aller à la rencontre des citoyens encore faut-il dans un premier temps aller à la rencontre de nos adhérents, ne perdons pas la proximité entre secteurs professionnels et syndicats car ce sont bien les militants de nos syndicats qui vont à la rencontre des salariés pour porter ses valeurs et ces idées, ils doivent en retour être écoutés sur les alertes et les faits qu'ils nous remontent, et ainsi alimenter nos plateformes revendicatives.

Au-delà de ces questions, il est également temps de réfléchir à d'autres formes de mobilisation qui permettent de diffuser ces idées le plus largement possible et de peser sur nos employeurs et nos politiques.

Nous attendons de notre fédération plus de lien avec les syndicats, mais surtout plus d'interventions et d'appuis à l'exemple du courrier effectué dans les UGECAM. Plus nous travaillerons en ce sens et plus notre action syndicale sera efficace tant pour les salariés que les usagers. Inscrivons cette impulsion et cette coordination comme bonne résolution 2019 !